

*Le ministre du travail, de l'emploi  
et de la formation professionnelle,*

Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur  
des relations du travail :

*Le sous-directeur de la protection  
contre les risques du travail,*

F. BRUN

*Le ministre de l'agriculture  
et du développement rural,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur des exploitations,  
de la politique sociale et de l'emploi :

*L'administrateur civil,*

J.-J. RENAULT

**Arrêté du 19 mars 1993 fixant la liste des équipements de protection individuelle qui doivent faire l'objet des vérifications générales périodiques prévues à l'article R. 233-42-2 du code du travail**

NOR : TEFT9300378A

Le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et le ministre de l'agriculture et du développement rural.

Vu le code du travail, et notamment l'article R. 233-42-2 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels (commission spécialisée) en date du 25 janvier 1993 ;

Vu l'avis de la Commission nationale d'hygiène et de sécurité du travail en agriculture en date du 25 février 1993,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. - Sans préjudice de la vérification à chaque utilisation du maintien en état de conformité des équipements de protection individuelle faite en application de l'article R. 233-1-1 du code du travail, les équipements de protection individuelle suivants, en service ou en stock, doivent avoir fait l'objet, depuis moins de douze mois au moment de leur utilisation, de la vérification générale périodique prévue à l'article R. 233-42-2 du code du travail :

- appareils de protection respiratoire autonomes destinés à l'évacuation ;
- appareils de protection respiratoire et équipements complets destinés à des interventions accidentelles en milieu hostile ;
- gilets de sauvetage gonflables ;
- systèmes de protection individuelle contre les chutes de hauteur ;
- stocks de cartouches filtrantes antigaz pour appareils de protection respiratoire.

Art. 2. - La vérification périodique prévue à l'article 1<sup>er</sup> a pour objet :

1<sup>o</sup> De s'assurer du bon état des équipements de protection individuelle en service et en stock, conformément aux instructions de révision incluses dans la notice d'instructions prévue par le paragraphe 1.4 de l'annexe II à l'article R. 233-151 du code du travail.

Cette vérification concerne en particulier :

- la source d'oxygène et l'étanchéité des appareils de protection respiratoire autonomes destinés à l'évacuation ;
- la source d'oxygène, l'étanchéité et l'efficacité de la protection des appareils de protection respiratoire et équipements complets destinés à des interventions accidentelles en milieu hostile ;
- la source de gaz et l'étanchéité des gilets de sauvetage gonflables ainsi que le fonctionnement du perceur ;
- l'état général des coutures et des modes de fixation des systèmes de protection individuelle contre les chutes de hauteur ;

2<sup>o</sup> De s'assurer du respect des instructions de stockage incluses dans la notice d'instructions.

3<sup>o</sup> De prendre les mesures nécessaires pour qu'à l'expiration de la durée de vie ou de la date de péremption des équipements de protection individuelle, définie par le fabricant, ceux-ci soient éliminés en temps utile.

Art. 3. - Le présent arrêté est applicable à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1993.

Art. 4. - Le directeur des relations du travail au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et le directeur des exploitations, de la politique sociale et de l'emploi au ministère de l'agriculture et du développement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 mars 1993.

*Le ministre du travail, de l'emploi  
et de la formation professionnelle,*

Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur  
des relations du travail :

*Le sous-directeur de la protection  
contre les risques du travail,*

F. BRUN

*Le ministre de l'agriculture  
et du développement rural,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur des exploitations,  
de la politique sociale et de l'emploi :

*L'administrateur civil,*

J.-J. RENAULT

**MINISTÈRE DU BUDGET**

**Décret n° 93-635 du 25 mars 1993 relatif au cautionnement des conservateurs des hypothèques envers les tiers**

NOR : BUDJ9300002D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du budget,

Vu la loi de finances n° 51-598 du 24 mai 1951, notamment son article 27 ;

Vu le décret du 11 août 1864 pris pour l'exécution des articles 26, 27, 28, 29 et 30 de la loi du 8 juin 1864 relatif aux cautionnements des conservateurs des hypothèques ;

Vu le décret n° 53-496 du 21 mai 1953 relatif à la révision du régime des cautionnements auxquels sont assujettis les conservateurs et receveurs-conservateurs des hypothèques envers les tiers, ensemble le décret n° 76-999 du 29 octobre 1976 relatif au cautionnement auquel sont assujettis les conservateurs et receveurs-conservateurs des hypothèques envers les tiers ;

Vu le décret n° 57-986 du 30 août 1957 fixant le statut particulier des personnels de la catégorie A des services extérieurs de la direction générale des impôts, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu le décret n° 59-1437 du 18 décembre 1959 concernant la libération des cautionnements des conservateurs des hypothèques envers les tiers ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. - I. - Les mots : « à l'agent judiciaire du Trésor à Paris » qui figurent à l'article 1<sup>er</sup> du décret susvisé du 11 août 1864, et les mots : « à l'agent judiciaire » qui figurent aux articles 6, 10 et 14 du même décret sont remplacés par les mots : « au directeur général des impôts ».

II. - Les mots : « l'agent judiciaire » qui figurent à l'article 5 du décret susvisé du 11 août 1864, les mots : « l'agent judiciaire du Trésor » qui figurent à l'article 14 du même décret et les mots : « l'agent judiciaire du Trésor public » qui figurent à l'article 2 du décret susvisé du 21 mai 1953 sont remplacés par les mots : « le directeur général des impôts ».

Art. 2. - Le ministre du budget est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 mars 1993.

PIERRE BÉRÉGOVOY

Par le Premier ministre :

*Le ministre du budget,*

MARTIN MALVY